

## DÉPARTEMENT DE L'AUDE

**Syndicat Réseau Solidarité 11 dit "RéSeau11****Commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES****AVENANT N° 2****Au contrat de délégation du service public d'adduction d'eau potable****ENTRE :**

**La commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES**, représentée par son Maire, Monsieur Gérard FORCADA agissant en cette qualité et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil municipal, en date du 2025 et désigné, ci-après, par le terme la « Commune »,

**D'une part,**

**Le Syndicat Réseau Solidarité 11 dit "RéSeau11"**, représenté par son Président, Monsieur André VIOLA agissant en cette qualité et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil syndical, en date du 7 10 2025 2025 et désigné, ci-après, par le terme « le Syndicat »,

**D'une seconde part,**

Ci-après désignés "les Collectivités"

**ET :**

**La société VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**, Société en Commandite par Actions au capital de 2 207 287 340 euros, dont le Siège Social est 52 rue d'Anjou , 75384 PARIS Cedex, immatriculée sous le numéro 572 025 526 RCS Paris, représentée par Monsieur Olivier SARLAT, Gérant, dûment habilité à cet effet et désignée dans ce qui suit par le terme « le Déléataire »,

**d'autre part.**

Page 1 sur 7

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

La Collectivité a confié au Déléataire la délégation du service public d'adduction d'eau potable par un contrat reçu en Préfecture le 8 octobre 2021 à la suite d'une délibération du 18 juin 2021 et modifié par deux avenants , ci-après dénommé « le Contrat ». L'échéance du Contrat est fixée au 7 août 2029.

Par arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024, le Préfet de l'Aude a autorisé l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières au Syndicat Réseau Solidarité EAU 11 (dit RéSeau11).

Cette adhésion, qui a pris effet le 1er janvier 2025, entraîne le transfert de plein droit, conformément aux dispositions de l'article L5721-6-1 du CGCT, de la compétence «production et adduction » exercée par la commune de Lézignan Corbières, couvrant l'ensemble de son territoire, au syndicat RéSeau11. Conformément aux dispositions de l'article L5721-6-1 du CGCT, l'exécution du Contrat se poursuit.

Compte tenu des modifications statutaires affectant le périmètre et les compétences de la Commune et du Syndicat, effective au 1er janvier 2025, les deux Collectivités doivent organiser la nouvelle architecture de ces différents services publics d'eau potable tant au plan organisationnel, technique qu'administratif.

Dans l'intérêt général, afin d'assurer au mieux la prise en charge de ces évolutions de périmètre, La Commune et le Syndicat ont demandé au Déléataire, qui a accepté, d'intégrer ces évolutions dans le cadre du Contrat.

***En conséquence, il a été convenu ce qui suit :***

## **ARTICLE 1 – Formation du contrat**

L'article 1 «Formation du contrat» du Contrat est modifié suivant les dispositions suivantes :

*“La Commune de Lézignan Corbières a décidé par délibération du 18 juin 2021, de déléguer par un contrat de délégation de services le service public d'eau potable à la société VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, et a autorisé M. Gérard FORCADA, Maire, à signer le présent contrat.*

*La société VE-CGE, SCA inscrite au RCS de Paris sous le n° 572 025 526 dont le siège social est au 21 rue Boétie, 75008 Paris représentée par Olivier SARLAT, Directeur de la Région Sud, accepte de prendre en charge la gestion du service concédé dans les conditions du présent contrat.*

*Aux termes de l'arrêté préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 décembre 2024 actant l'adhésion de la commune de Lézignan Corbières à RéSeau11 et de l'Article L5721-6-1 du CGCT, le présent contrat devient tripartite :*

- *La commune de Lézignan-Corbières, ci-après dénommée la Commune, exerce la compétence distribution de l'eau potable sur l'ensemble du périmètre contractuel et est l'autorité délégante du service afférent à cette compétence au titre du présent contrat.*
- *Le Syndicat Réseau Solidarité EAU 11 (dit RéSeau11), ci-après dénommé le Syndicat, exerce les compétences de Protection et production de l'eau potable sur l'ensemble périmètre contractuel et est l'autorité délégante du service afférent ces compétences au titre du présent contrat*

*Le terme « la collectivité » dans le « contrat » s'entend pour les deux collectivités délégantes dans le respect de leurs compétences respectives.*

- *La société VE-CGE est le délégataire concessionnaire des services des deux collectivités au titre du présent Contrat”*

## **ARTICLE 2 – Périmètre**

L'article 4 «Périmètre» du Contrat est complété par les dispositions suivantes :

*“Le Syndicat se substitue à la Commune, en qualité d'autorité délégante, dans tous les droits et obligations liés à la fonction « production et adduction » au sein du Contrat.*

*Cette substitution a pris effet à la date du 1er janvier 2025. Les installations et équipements suivants sont en particulier transférés au Syndicat :*

- *La Station Roqueferrande ;*
- *La conduite de refoulement entre la Station Roqueferrande et le réservoir de Bénéja;*
- *Les équipements hydrauliques et de télétransmission équipant le dispositif d'achat d'eau au Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau de la Région de l'Orbieu (SIAERO) piqué sur la conduite de refoulement et dénommé “Vanne compteur Aviation” dans l'inventaire;*
- *Le réservoir de Bénéja comprenant l'ensemble de ses équipements y compris le surpresseur dit de “Bénéja”.*

*La limite entre les installations relevant de la compétence “Production/adduction” de la compétence “Distribution” est matérialisée par deux compteurs, le premier situé en sortie du réservoir sur la canalisation de distribution gravitaire et le second à la sortie du surpresseur.*

*La commune de Lézignan-Corbières conserve la qualité d'autorité délégante pour ce qui concerne le reste du périmètre du Contrat."*

### **ARTICLE 3 – Mise à jour de l'inventaire**

L'article 6.2 «Mise à jour de l'inventaire» du Contrat est complété par les dispositions suivantes :

*"Le Délégataire s'engage à fournir à la Commune et au Syndicat dans un délai de quatre mois à compter de la prise d'effet du présent avenant l'inventaire mis à jour et complété pour chaque équipement de la mention "Production/adduction" ou "Distribution"*

### **ARTICLE 4 – Plan des réseaux et gestion du système d'information géographique**

L'article 19 «Plan des réseaux et gestion du système d'information géographique et modélisation hydraulique» du Contrat est complété par les dispositions suivantes :

*"Le Délégataire s'engage à fournir à la Commune et au Syndicat dans un délai de quatre mois à compter de la prise d'effet du présent avenant le SIG mis à jour et complété pour chaque tronçon ou équipement de la mention "Production/adduction" ou "Distribution"*

### **ARTICLE 5 – Travaux de renouvellement**

L'article 37.1 «Définition et principes généraux» du Contrat est complété par les dispositions suivantes:

*"Le Délégataire s'engage à fournir à la Commune et au Syndicat dans un délai de quatre mois à compter de la prise d'effet du présent avenant le plan de renouvellement Eau actualisé et complété pour chaque équipement et opération de la mention "Production/adduction" ou "Distribution"*

L'article 37.2 «Fonds de Renouvellement Réseau» du Contrat est modifié par les dispositions suivantes:

*"Le Délégataire tient à disposition de la Commune et du Syndicat tous les justificatifs nécessaires concernant les opérations relevant spécifiquement de chacune des compétences. Dans le cadre de sa mission générale de conseil, le Délégataire fournit aux Collectivités tout renseignement utile à la programmation et à la réalisation des opérations de renouvellement dont ils ont spécifiquement la charge. Cette mission n'inclut pas la maîtrise d'œuvre qui n'est pas du ressort du Délégataire.*

*Pour les opérations relevant de chacune des compétences, le Délégataire présente pour validation à la Commune et au Syndicat avant le 31 octobre le programme de renouvellement pour l'année suivante."*

L'article 51 «Suivi financier des obligations de renouvellement» du Contrat est complété par les dispositions suivantes:

*"(...)*

*En fin de contrat, le solde positif du compte est remis aux Collectivités. Le solde négatif reste à la charge du Délégataire. Dans l'hypothèse d'un solde positif du compte en fin de contrat, la Commune*

et le Syndicat étudieront en concertation les modalités de répartition de ce solde entre les compétences "Production et adduction" et "Distribution".

En cas d'interruption anticipée suite à une décision de résiliation pour motif d'intérêt général prise par les Collectivités, le Concessionnaire est indemnisé par la Commune et le Syndicat du solde du compte s'il est négatif, suivant des modalités de répartition entre les deux compétences qui seront alors définies par les Collectivités.

(...)

#### **ARTICLE 6 – Contribution du délégataire à la maîtrise du service délégué par la collectivité**

L'article 52 «Définition et principes généraux» du Contrat est modifié par les dispositions suivantes:

*"Afin de contribuer aux frais de contrôle du service délégué et au financement par la collectivité des matériels et des études pour la maîtrise de la distribution d'eau, le Délégataire verse annuellement avant le 31 décembre au budget annexe de la Commune une redevance de 10 000 euros HT.*

*Cette somme est actualisée annuellement au 1er janvier par application du coefficient K1 défini à l'Article 49.1 du présent contrat.*

*Cette redevance est intégralement versée à la Commune qui supportera les frais de contrôle du contrat.*

*Le Syndicat ne met pas de ce fait en place de contribution spécifique aux frais de contrôle du service délégué "*

#### **ARTICLE 7 – Fonds de développement durable**

Le Fonds de Développement Durable mis en place dans le cadre de l'avenant n°1 ne relève que de la compétence "Distribution". La validation des actions à réaliser, le contrôle du fonds et de son solde tout au long du Contrat ainsi que la gestion de ce solde avec le Délégataire à l'échéance du contrat sont du ressort exclusif de la Commune.

#### **ARTICLE 8 – Contenu de compte-rendu technique**

L'article 58.1 «Contenu de compte-rendu technique» du Contrat est complété par les dispositions suivantes :

*"Autant que faire se peut, le Délégataire s'attache à décomposer les principales informations fournies dans le compte-rendu technique en indiquant celles qui relèvent de la compétence "Distribution" ou de la compétence "Production et adduction".*

*Cela concerne en particulier les informations suivantes :*

- *Les volumes prélevés à chaque point de prélèvement, la synthèse des informations sur la qualité de la ressource à chaque point et sur les périmètres de protection ;*
- *Les volumes d'eau produits par chaque installation de production, les volumes mis en distribution, les relevés des index des compteurs ;*

- La consommation mensuelle d'électricité de chaque ouvrage, le temps de fonctionnement hebdomadaire des principaux ouvrages, les consommations mensuelles de réactifs ;
- Tous les résultats d'analyses de la qualité de l'eau, leur nombre par paramètre, le nombre d'analyses non conformes et les paramètres sur lesquels sont constatés des non-conformités à la réglementation actuelle ou à son évolution prévisible;
- L'inventaire à jour décrivant les principales installations du service ;
- Le nombre et l'objet des interventions auprès des usagers (fuite, casse, ...) ;
- Une représentation schématique du réseau et des ouvrages structurants (tels que points d'importation, de comptage, réservoirs, prises de potentiels) et une description de chacun de ces ouvrages, les plans ;
- L'état général des ouvrages, en mentionnant les évolutions marquantes depuis l'exercice précédent, notamment les améliorations apportées, les détériorations constatées et en identifiant les actions nécessaires, en distinguant celles qui relèvent du Délégataire et celles qui relèvent de la Collectivité ;
- La liste des principales opérations d'entretien réalisées par le Délégataire (date de lavage des réservoirs, nombre de fuites sur canalisations, sur branchements, durée nécessaire à l'intervention de réparation de la fuite) ;
- La liste exhaustive et valorisée des opérations de renouvellement réalisées par le Délégataire et la liste des principales opérations de grosses réparations. Le Délégataire doit préciser les principaux travaux qu'il a confiés à des entreprises sous-traitantes et les conditions dans lesquelles il a procédé à ce choix ;
- Plus généralement, le rappel de tout événement significatif intervenu au cours de l'exercice et les dysfonctionnements constatés ;
- Les recommandations motivées, hiérarchisées et chiffrées du Délégataire sur les améliorations à apporter aux installations du service ;”

#### **ARTICLE 9 – Contenu de compte-rendu financier**

L'article 58.2 «Contenu de compte-rendu financier» du Contrat est complété par les dispositions suivantes :

*“A compter de 2026 et en complément à l'établissement d'un compte rendu financier annuel conforme aux prescriptions de l'article 58.2, le Délégataire fournit à la Commune et au Syndicat une annexe mettant en évidence le détail des charges directes du Délégataire réparties suivant les compétences “Distribution” et “Production et adduction” ”.*

#### **ARTICLE 10– Date d'effet**

Le présent avenant prendra effet le lendemain du jour où il aura acquis son caractère exécutoire..

Toutes les clauses et dispositions du contrat non expressément modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

## ARTICLE 11 – Annexe

Est annexé au présent avenant :

1. Arrêté Préfectoral DLC-BCLIF-2024-008 du 26 déc 24;

Fait à Lézignan-Corbières, le .....

Etabli en 3 exemplaires originaux dont 1 pour chacune des parties

Pour la commune de Lézignan-Corbières

Le Maire

Gérard FORCADA

Pour VEOLIA EAU – Compagnie Générale des  
Eaux,  
Le Directeur Régional

Olivier SARLAT

Pour le RéSeau11

Le Président

André VIOLA





**R É S E A U 11**

SYNDICAT MIXTE  
RÉSEAU SOLIDARITÉ EAU 11

Envoyé en préfecture le 08/04/2025

Reçu en préfecture le 08/04/2025

Publié le

ID : 011-200103042-20250407-2025\_04\_C12-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'AUDE

SYNDICAT MIXTE RESEAU SOLIDARITE EAU 11

## DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

### Séance du 7 avril 2025

Sur convocation en date du 31 mars 2025, le Comité syndical légalement convoqué, s'est réuni le lundi 7 avril 2025 à 17 heures aux Halles Claude Nougaro à BRAM, sous la présidence de Monsieur André VIOLA, Président.

Secrétaire de séance : Jean ROUDIERE, délégué de Carcassonne Agglo.

#### PRESENTS / VOIX DELIBERATIVES :

- Les représentants du Collège des communes avec voix délibérative pour la compétence principale et la compétence optionnelle :

TISSEYRE Henri, Michel TINÉ, Jean-Marie TEULIER, Pierre RAINIER, Gérard BERTELLI, Serge BACAVE Jacques PIRAUD, Serge MARRET (suppléant de Gérard FORCADA), Paul FISHER / 9 membres sur 13

Procuration : 1 (Céline BAQUER à Henri TISSEYRE)

Soit 10 voix délibératives sur 13 (9 membres présents + 1 procuration)

*Selon l'article 14.1.2 des statuts du syndicat mixte ouvert RéSeau11, chaque représentant du Collège des communes dispose d'une voix au Comité syndical.*

- Les représentants de la Communauté de communes Castelnaudary Lauragais Audois avec voix délibérative pour la compétence principale et la compétence optionnelle :

Philippe GREFFIER, Michel CALVEL, Alain GALINIER, Henri CUBERLI, Patrick BARDELLI / 5 membres sur 9

Procurations : 1 (Hubert NAUDINAT à Philippe GREFFIER)

Soit 6 voix délibératives sur 9 (5 membres présents + 1 procuration)

*Selon l'article 14.1.3 des statuts du syndicat mixte ouvert RéSeau11, chaque délégué des EPCI et syndicats dispose d'une voix au Comité syndical.*

- Les représentants de la Communauté de communes Piège Lauragais Malepère avec voix délibérative pour la compétence principale et la compétence optionnelle :

Bernard BREIL, Jean-Louis SABLICK, André VIOLA, Thierry CADENAT / 4 membres sur 7

Procuration : 0

Soit 4 voix délibératives sur 7 (4 membres présents + 0 procuration)

*Selon l'article 14.1.3 des statuts du syndicat mixte ouvert RéSeau11, chaque délégué des EPCI et syndicats dispose d'une voix au Comité syndical.*



■ Les représentants de la Communauté d'agglomération Carcassonne Agglo

- ✓ avec voix délibérative pour la compétence principale :

Roland COMBETTES, Henri BONNAFOUS, Jean ROUDIERE, Gérard VALLIER, Jean MARTEL / 5 membres sur 15

Procuration : 1 (Claude CANSINO à André VIOLA)

Soit 6 voix délibératives sur 15 (5 membres présents + 1 procuration)

- ✓ avec voix délibérative pour la compétence optionnelle:

Roland COMBETTES, Henri BONNAFOUS / 2 membres sur 6

Procuration : 1 (Claude CANSINO à André VIOLA)

Soit 3 voix délibératives sur 6 (2 membres présents + 1 procuration)

*Selon l'article 14.1.3 des statuts du syndicat mixte ouvert RéSeau11, chaque délégué des EPCI et syndicats dispose d'une voix au Comité syndical.*

■ Les représentants du Département de l'Aude avec voix délibérative pour la compétence principale et la compétence optionnelle :

Sébastien GASPARINI / 1 membres sur 5

Procurations : 2 (Hervé BARO à André VIOLA, Kattalin FORTUNE à Sébastien GASPARINI)

Soit 12 voix délibératives sur 20 (1 membre présent + 2 procurations)

*Selon l'article 14.1.4 des statuts du syndicat mixte ouvert RéSeau11, chaque délégué du Département dispose de 4 voix au Comité syndical.*

ABSENTS :

■ Les représentants du Collège des communes :

David HERRERO *excusé*, SANCHEZ Benoît (suppléant de HERRERO David), Dominique AZAM, Eric FROMILHAGE (suppléant de Dominique AZAM), Jean-Christophe FUSTER, CATHALA Joël (suppléant de FUSTER Jean-Christophe), Céline BAQUER *excusée-procuration*, Anthony CROUZET (suppléant de Céline BAQUER), Gérard FORCADA *excusé-suppléé*

■ Les représentants de la Communauté de communes Castelnaudary Lauragais Audois :

Paul NEVELING *excusé*, Christian CESSÉS (suppléant de Paul NEVELING), Simon ANDRIEU, François DEMANGEOT (suppléant de Simon ANDRIEU), Didier CALMETTES, Philippe COGNIAUX (suppléant de Didier CALMETTES), Hubert NAUDINAT *excusé-procuration*, Régis BONDOUI (suppléant de Hubert NAUDINAT)

■ Les représentants de la Communauté de communes Piège Lauragais Malepère :

Michel PUJOL, Jacques DANJOU (suppléant de Michel PUJOL), Denis JUIN, Jean-Claude MAURETTE (suppléant de Denis JUIN), Pierre VIDAL *excusé*, Frédéric FONTES (suppléant de Pierre VIDAL)

■ Les représentants de Carcassonne Agglo :

Claude CANSINO *excusé-procuration*, Ludovic BERAIL (suppléant de Claude CANSINO), Marc ADIVEZE, Jamel GHARBI (suppléant de Marc ADIVEZE), Hélène RIGAUD *excusée*, René MILHAU (suppléant de Hélène RIGAUD), David N'DIAYE, Thierry MASCARAQUE (suppléant de David N'DIAYE), Arnaud ALBAREL *excusé*, Jean-Louis ARIBAUD (suppléant de Arnaud ALBAREL) *excusé*, Jean-Marie JORDY *excusé*, Denise GILS (suppléante de Jean-Marie JORDY) *excusée*, Michel SGIAROVELLO *excusé*, Claude LACUBE (suppléant de Michel SGIAROVELLO), Jean-Régis GUICHOU *excusé*, Georges ROBERT (suppléant de Jean-Régis GUICHOU) *excusé*, Yann MARCHIO, Roger ORTEGA (suppléant de Yann MARCHIO), Philippe DERACHE, Gérard GUIRAUD (suppléant de Philippe DERACHE)

■ Les représentants du Département de l'Aude :

Hervé BARO *excusé-procuration*, Kattalin FORTUNE *excusée-procuration* Anthony CHANAUD, Magali VERGNES




COMPETENCE PRINCIPALE (protection de la ressource)	COMPETENCE OPTIONNELLE (production-adduction)
Nombre de membres en exercice : 49	Nombre de membres en exercice : 40
Nombre de membres présents à 1 voix : 23	Nombre de membres présents à 1 voix : 20
Nombre de membres présents à 4 voix : 1	Nombre de membres présents à 4 voix : 1
Nombre de procurations à 1 voix : 3	Nombre de procurations à 1 voix : 3
Nombre de procurations à 4 voix : 2	Nombre de procurations à 4 voix : 2
Total des membres présents ou représentés : 29	Total des membres présents ou représentés : 26
Nombre de voix délibératives : 38	Nombre de voix délibératives : 35

Les conditions de quorum étant réunies, l'Assemblée peut valablement délibérer.



**R É S E A U 11**  
SYNDICAT MIXTE  
RÉSEAU SOLIDARITÉ EAU 11 

Envoyé en préfecture le 08/04/2025  
Reçu en préfecture le 08/04/2025  
Publié le   
ID : 011-200103042-20250407-2025\_04\_C12-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'AUDE

SYNDICAT MIXTE RESEAU SOLIDARITE EAU 11

## DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

2025-04-C12

**OBJET** : Avenant au contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Lézignan Corbières

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier ses articles L5721-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n° DLC/BCLI-2024-008 du 26 décembre 2024 fixant les derniers statuts de RéSeau11, et autorisant l'adhésion de la commune de Canet d'Aude au syndicat mixte au 1er janvier 2025 au titre des compétences « Protection de la ressource en eau » et « Production et transport d'eau potable »,

Vu le contrat de concession du service public d'eau potable du 6 octobre 2021 entre la commune de Lézignan Corbières et la société VEOLIA EAU,

Monsieur le Président expose au Comité syndical :

Par contrat, visé en préfecture le 6 octobre 2021, ci-après désigné par le « contrat initial », la commune de Lézignan Corbières a confié à la société VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, l'exploitation de son service public d'eau potable et d'assainissement collectif.

Conformément à l'Arrêté préfectoral n° DLC/BCLIF-2024-008 en date du 26 décembre 2024, la commune de Lézignan Corbières a transféré ses compétences « Protection de la ressource en eau » et « Production et transport d'eau potable » au Syndicat mixte ouvert RéSeau11 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le syndicat mixte RéSeau11 vient se substituer de fait à la commune de Lézignan Corbières dans son rôle d'autorité délégante à compter du 1er janvier 2025 dans le contrat de concession du service public de l'eau potable au titre des compétences « Protection de la ressource en eau » et « Production et transport d'eau potable ».

Le présent avenant a donc pour objet de préciser cette nouvelle répartition, sans modifier l'objet du contrat initial, ni son économie générale.

Il est également fait mention de la nécessité pour RéSeau11 de disposer avant le 1er juin de chaque année, des rapports financiers et d'activités du délégataire au titre des compétences « Protection de la ressource en eau » et « Production et transport d'eau potable ».

Il est précisé que VEOLIA EAU doit mettre à jour, au 1er janvier 2025, l'inventaire, le plan prévisionnel de renouvellement tenant compte des compétences dévolues aux deux collectivités.

Enfin, il est à noter que la commune de Lézignan Corbières conserve les frais de contrôle de 10 000 € prévus à l'article 52 du contrat de concession afin d'assurer la mission de contrôle de l'ensemble du contrat.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical,

- APPROUVE le projet d'avenant au contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Lézignan Corbières.
- AUTORISE le Président à signer ledit avenant et engager au nom du syndicat toutes les démarches nécessaires à cette opération.

VOIX DELIBERATIVES : **35**

POUR : **35**

CONTRE : **0**

ABSTENTION : **0**

Fait et délibéré en séance ce jour, mois et an ci-dessus,  
Pour copie certifiée conforme,

Le Président,  
André VIOLA

Certifié exécutoire par le Président,  
compte-tenu de la transmission en  
Préfecture le **8 AVR. 2025**  
et de la publication le **8 AVR. 2025**

